



# La Commune



## Une expulsion liquidatrice

Nous avons abordé dans notre dernier numéro l'expulsion de Pedro Carrasquedo des rangs du CCI en 1992. L'expulsion de Pedro, Lebreton, Alexis et Antonio pour un prétendu « manquement au centralisme démocratique » préfigurait déjà l'explosion du courant lambertiste en juillet 2015. Comme le rappelait Marx en son temps « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre ».

COMMUNIQUE DE PIERRE LAMBERT  
responsable du Courant communiste internationaliste  
Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(anciennement PCI)

13 mai 1992

Dans un communiqué de l'AFP en date du 13 mai 1992, il est indiqué que Pedro Carrasquedo, « appartenant jusqu'au mois de mars au PCI », a été interpellé « dans le cadre de l'opération menée par la police française sur commission rogatoire du juge Laurence Le Vert contre "le réseau logistique de soutien, en France, à l'organisation indépendantiste basque ETA". »

Il est exact que Pedro Carrasquedo a appartenu au PCI. Toutefois, la position de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être rappelée : c'est sur le plan exclusivement politique qu'elle apporte son soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; c'est sur le plan exclusivement politique qu'elle se prononce contre la répression et pour le droit du peuple basque à se définir lui-même sans interférence de quiconque.

Le 20 février 1992, le comité central (CC) du CCI est réuni. Ses membres sont appelés à voter une résolution contre le « manquement au centralisme démocratique » d'Antonio, lui-même membre du CC. Les jeunes de son secteur ont maintenu un bulletin de l'AJR <sup>1</sup> dans le Val de Marne. Le CC du CCI avait décidé de liquider cette organisation révolutionnaire de jeunes (théoriquement indépendante) au profit de regroupements « parole de jeunes ». En outre, cette décision du CC ne se fondait pas sur l'orientation définie par les congrès précédents du PCI (devenu CCI à la faveur de la proclamation totalement artificielle du Parti des travailleurs, en novembre 1991.)

Pedro, Antonio, Alexis (Corbières) et Lebreton (Jean Paul Cros) refusent de voter cette résolution bureaucratique et sont mis en dehors du Parti le 1<sup>er</sup> mars, en attendant que le congrès suivant ratifie leur exclusion. Cette « ratification » intervient le 10 mai suivant. Dès lors, Pedro est officiellement exclu du CCI, ainsi que les trois autres membres du CC. 150 militants, solidaires avec eux, sont exclus à leur tour dans leurs cellules ou des AG de secteur où Lambert descend pour faire ses « mises au point - mises en garde ».

### A l'heure du laitier

Moins de 48 heures plus tard, à l'heure du laitier, Pedro et sa compagne sont arrêtés sans ménagement par des forces de l'ordre de type GIGN dédiés à la lutte antiterroriste. S'en suit une garde à vue de 96 heures, avec les longs interrogatoires de rigueur. Pedro avait hébergé un militant basque et le voilà accusé de « soutien logistique à une association de malfaiteurs », en l'occurrence, ETA. Il sera relaxé de ce chef d'accusation trois ans plus tard. Sur l'instant, son arrestation fait l'objet d'une dépêche AFP qui cite la police. Mais, dans la foulée, au nom du CCI, Pierre Lambert se fend d'un communiqué de presse pour le moins surprenant. (Voir illustration ci-contre)

### Rupture du principe de solidarité face à la répression

On l'a vu, Lambert cite, sans aucune critique, la version officielle et s'empresse surtout de souligner que Pedro n'est plus membre du CCI (sic). Et, surtout, en rupture avec le principe élémentaire de solidarité avec

tout militant en butte à la répression, Lambert n'exige pas la libération immédiate et inconditionnelle de Pedro. Ce communiqué ne peut que jeter le trouble parmi les militants du CCI. Certains d'entre eux (propos entendus par l'auteur) soupçonneront Pedro d'être « un agent d'ETA ». Pedro qui, jusqu'ici, était officiellement chargé par son parti des contacts avec le parti indépendantiste basque Herri Batasuna, dont les communiqués étaient fréquemment lus à la Tribune des meetings « lambertistes ».

## De la calomnie à...

En pareil cas, les griefs adressés aux militants éjectés sont rétroactifs : Pedro aurait œuvré à une compromission « pro-traité de Maastricht » des indépendantistes basques avec l'État espagnol oppresseur. Et, il aurait tenté de « faire main basse » sur le CNDDDTI <sup>2</sup> dont il était pourtant le principal animateur (très rapidement, le CCI abandonnera le CNDDDTI et lors de sa campagne présidentielle de 2002, Daniel Gluckstein prendra soin de laisser de côté la question de la régularisation sans condition de tous les sans-papiers et de la fermeture des camps de rétention). Viles calomnies. Et de la calomnie à la violence physique, il n'y a qu'un pas, bien vite franchi.

## ... la violence

Les militants exclus, et c'était leur droit démocratique le plus strict, ont constitué une fraction publique du CCI en vue d'obtenir leur réintégration. Et, à l'entrée d'un meeting du PT dont ils étaient encore formellement membres, ils ont distribué un tract (21-05-1992). Ou, du moins tenté de le faire, avant de se faire agresser et prendre en chasse par le SO. Une jeune militante est blessée. Ensuite, à deux reprises, des militants étudiants qui maintiennent l'AJR seront à leur tour victimes de coups et blessures à deux reprises, à la faculté de Jussieu (notamment, le 31-03-1993).

Ne pouvant dans ces conditions espérer leur réintégration dans le CCI, les exclus constituent, autour du journal éponyme, le groupe La Commune et vont contacter les trotskystes dits « morénistes » d'Amérique latine trempés dans les combats extraordinairement difficiles contre les dictatures et l'impérialisme yankee.

**Daniel Petri,**  
**04-01-2017**

A suivre : Aux origines de La Commune

**1.** *Alliance des jeunes pour le socialisme*

**2.** *Comité national de défense des droits démocratiques des travailleurs immigrés*

Sources : archives La Commune

---

Modifié le samedi 07 janvier 2017

---

## Voir aussi dans la catégorie Les nôtres



Daniel Petri (1960-2021) : un militant trotskyste

C'est avec tristesse que nous avons appris, ce dimanche 29 août 2021, le décès de Daniel Petri à son domicile à l'âge de 61 ans. Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa... »



Hommage à Frédérique

Début août, notre camarade et amie, Frédérique Mulot, sympathisante de la Commune, décédait à 52 ans, atrocement assassinée dans son sommeil par son mari. Nous souhaitons ici lui rendre... »



Claude Monnier (1929-2017), militant ouvrier internationaliste

Claude Monnier, vieux militant trotskyste a mis fin à ses jours le 14 mars, à l'âge de 88 ans. Il est l'un des derniers, sinon le dernier de la cinquantaine de militants qui, en 1958, était... »

13 mai 1992

Communiqué de l'AFP en date du 13 mai 1992, il est indiqué : appartenant jusqu'au mois de mars au PCI », a été interrogé par la police française sur commission rogatoire internationale contre "le réseau logistique de soutien, en France, à la basque ETA". »

Comme Pedro Carrasquedo a appartenu au PCI. Toutefois, la parole doit être rappelée : c'est sur le plan exclusivement politique le soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; c'est

Nous avons abordé dans notre dernier numéro l'expulsion de Pedro Carrasquedo de rangs du CCI en 1992. L'expulsion de Pedro, Lebreton, Alexis et Antonio pour un prétendu « manquement au... »



Pour Pedro. De l'OCI à La Commune : retour sur une expulsion bureaucratique, première partie

Dans notre dernier numéro, nous avons évoqué la vie militante de notre camarade Pedro Carrasquedo (1951-2015), fondateur de notre journal et de notre organisation. A cette occasion, nous avons...



Hommage à Buenaventura Durruti

L'héritage de l'anarchisme ouvrier révolutionnaire Le 19 novembre 1936, à l'âge de 40 ans, Buenaventura Durruti, l'infatigable combattant ouvrier anarchiste, était tué au cours des...